



# **AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF**

February 24, 2026

*Intelligence for Haiti's Democratic Transition*

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Un réseau de kidnapping opérant avec des uniformes de police et des véhicules gouvernementaux a engagé des unités de la PNH dans un échange de tirs dans le centre-ville de Port-au-Prince le 23 février, avec des rapports non confirmés faisant état de quatre décès. L'incident aggrave une alerte de sécurité active de l'Ambassade américaine avertissant d'une montée des enlèvements contre rançon à Delmas, où des assaillants ont systématiquement usurpé l'identité des forces de l'ordre à de faux barrages. La double menace d'infiltration policière interne et d'usurpation organisée représente la contrainte opérationnelle la plus sévère pour les ONG et les entreprises depuis les interdictions de Delmas 30 plus tôt dans la semaine. Le gouvernement de transition du CPT n'a émis aucun nouveau décret dans la fenêtre de reporting. Le calendrier électoral du CEP reste en vigueur sans amendement confirmé.



## RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Une fusillade dans le centre-ville de Port-au-Prince entre la PNH et des suspects kidnappeurs en uniformes de police a produit des rapports provisoires faisant état de quatre décès. L'Ambassade américaine a émis une alerte de sécurité active concernant les enlèvements contre rançon concentrés à Delmas ; le niveau 4 « Ne pas voyager » reste en vigueur. Les faux barrages policiers constituent une tactique active et documentée ciblant les conducteurs dans toute la zone métropolitaine. Aucun décret du CPT, aucun changement au calendrier du CEP et aucun nouveau chiffre de déploiement de la GSF ou de la MSS n'ont été confirmés dans le cycle du 23-24 février. L'ONI a lancé une nouvelle phase de distribution de cartes CIN pour les résidents de Gressier à compter du 24 février dans le cadre de l'opération Kat Ou La.

### DÉVELOPPEMENT 1: RÉSEAU DE KIDNAPPING PAR USURPATION D'IDENTITÉ POLICIÈRE ENGAGE LA PNH DANS UN ÉCHANGE DE TIRS EN CENTRE-VILLE

Le 23 février 2026, des unités de la Police Nationale d'Haïti ont échangé des tirs avec des suspects kidnappeurs dans le corridor du centre-ville de Port-au-Prince. Des témoignages recueillis par l'Associated Press ont rapporté que les suspects portaient des uniformes de police et opéraient à bord d'un véhicule correspondant aux marquages de la flotte gouvernementale. Les rapports provisoires citaient deux policiers et deux kidnappeurs présumés tués, bien que ce bilan ait été explicitement caractérisé comme non confirmé au moment de la publication, dans l'attente d'une communication officielle de la Direction Centrale de la Police Judiciaire de la PNH.

L'utilisation d'uniformes de police d'apparence authentique et de véhicules gouvernementaux introduit une ambiguïté structurelle qui dégrade directement la crédibilité opérationnelle de la PNH dans la zone métropolitaine. Si les suspects étaient effectivement des officiers en service,

l'incident représenterait une infiltration interne de l'appareil sécuritaire par des réseaux criminels, un schéma documenté mais non confirmé jusqu'ici à ce niveau de visibilité opérationnelle. Si les uniformes et le véhicule avaient été détournés ou volés, cela indiquerait un niveau de sophistication logistique au sein de l'économie du kidnapping qui dépasse l'activité criminelle improvisée.

Cet incident s'inscrit analytiquement dans la continuité du schéma de faux barrages à Delmas signalé par l'avis de sécurité de l'Ambassade américaine publié cette semaine. La proximité géographique de ces incidents, s'étendant de Delmas au centre-ville de Port-au-Prince, suggère soit un réseau coordonné, soit une réplique de tactiques par plusieurs cellules criminelles exploitant la même vulnérabilité : l'incapacité du public à distinguer les forces de l'ordre légitimes des usurpateurs.

Jusqu'à ce que la PNH ou la DICOP publie un rapport d'incident officiel avec identification des unités, confirmation des victimes et statut des suspects, toutes les décisions opérationnelles reposant sur la présence policière comme indicateur de sécurité doivent être traitées avec une prudence accrue. Le seuil probatoire permettant de confirmer l'infiltration par rapport à l'usurpation n'a pas encore été atteint, mais les conséquences opérationnelles pour les ONG et les entreprises sont identiques dans les deux cas.



## CONTEXTE HISTORIQUE

Les gangs et les réseaux criminels ont historiquement exploité les contraintes de ressources de la Police Nationale d'Haïti et les lacunes dans la gestion des uniformes pour mener des opérations d'usurpation d'identité. Le schéma des kidnappings à faux barrages est devenu une catégorie de risque opérationnel documentée dans le cycle de détérioration sécuritaire post-2021 et s'est intensifié avec l'effondrement plus large de la sécurité territoriale dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

## POINTS DE DISCUSSION

Une confrontation armée entre la PNH et des suspects en uniforme utilisant un véhicule gouvernemental s'est produite dans le centre-ville de Port-au-Prince le 23 février.

Le bilan de deux policiers et deux suspects tués reste non confirmé dans l'attente d'une communication officielle de la PNH.

Les suspects auraient porté des uniformes de police et utilisé des véhicules aux marquages gouvernementaux, cohérents avec des opérations actives d'usurpation ou d'infiltration.

Cet incident est opérationnellement lié à l'alerte active de l'Ambassade américaine concernant les réseaux de kidnapping à Delmas utilisant l'usurpation d'identité des forces de l'ordre.

Aucun rapport officiel de la PNH après intervention n'a été confirmé dans ce cycle de reporting.

## DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Suspendre les déplacements en véhicule non essentiels dans le centre-ville de Port-au-Prince jusqu'à ce que la PNH publie un rapport d'incident officiel précisant l'implication des unités.

Exiger de tout le personnel qu'il vérifie l'identité des forces de l'ordre par des canaux secondaires avant de se conformer à tout arrêt à un barrage.

Rehausser les protocoles de sécurité internes pour refléter que les véhicules gouvernementaux et les uniformes de police ne constituent pas des indicateurs fiables d'autorité légitime.

Solliciter une confirmation auprès des contacts de liaison de la PNH pour déterminer si les unités impliquées étaient des officiers en uniforme ou des usurpateurs externes.

Signaler toutes les opérations actives dans la zone de Delmas pour une réévaluation immédiate des risques à la lumière du schéma confirmé reliant Delmas et les incidents du centre-ville.



## CONFIANCE



**Faible confiance en raison de rapports limités ou contradictoires.**

## DÉVELOPPEMENT 2: ALERTE DE SÉCURITÉ ACTIVE DE L'AMBASSADE AMÉRICAINE SUR LA VAGUE D'ENLÈVEMENTS À DELMAS

L'Ambassade américaine à Port-au-Prince a émis un avis de sécurité, rapporté par USA Today le 19 février et demeurant opérationnellement actif dans la fenêtre de reporting actuelle, avertissant les ressortissants américains et le personnel des organisations d'une augmentation confirmée des incidents d'enlèvement contre rançon concentrés dans la commune de Delmas. L'alerte a spécifiquement identifié les assaillants se faisant passer pour des forces de l'ordre comme méthode opérationnelle dominante et a réitéré la désignation de niveau 4 « Ne pas voyager » pour Haïti. La page de conseils aux voyageurs du Département d'État confirme que cette classification reste en vigueur sans modification.

La spécificité de l'alerte concernant Delmas comme zone principale de risque actif d'enlèvement est analytiquement significative. Delmas est un couloir de transit et de résidence principal pour les complexes des ONG, les opérations commerciales et les logements diplomatiques adjacents. La concentration des activités d'enlèvement dans cette zone n'est pas fortuite mais stratégique, ciblant les secteurs à plus haute densité de présence étrangère et d'infrastructure opérationnelle, où l'économie de la rançon est la plus favorable aux réseaux criminels.

Le rapport de terrain de l'OSAC dans la base de sources corrobore l'avertissement de

l'ambassade par une évaluation sécuritaire indépendante, conférant une profondeur institutionnelle à l'avis. La convergence de l'alerte de l'ambassade, des rapports de l'OSAC et de l'incident du 23 février dans le centre-ville crée un tableau opérationnel triangulé : les réseaux de kidnapping sont actifs, développent leur sophistication tactique et opèrent sur une bande géographique allant de Delmas au centre de Port-au-Prince.

Pour les organisations internationales et les entreprises, l'implication opérationnelle n'est pas simplement une prudence accrue, mais une réévaluation structurelle des protocoles de déplacement, des exigences de convoi et de la redondance des maisons sûres dans le couloir de Delmas. La désignation de niveau 4 combinée à la tactique des faux barrages crée des conditions dans lesquelles les procédures de convoi standard peuvent être insuffisantes sans vérification active de l'escorte des forces de l'ordre.



## **CONTEXTE HISTORIQUE**

L'Ambassade américaine maintient une posture d'alerte de sécurité active concernant Haïti depuis l'escalade de la crise post-juillet 2021. Les enlèvements contre rançon ciblant les ressortissants étrangers et les élites haïtiennes sont devenus un moteur principal de l'économie criminelle suite à l'effondrement du gouvernement Moïse et ont persisté à travers les administrations de transition successives sans résolution.

## **POINTS DE DISCUSSION**

L'Ambassade américaine a émis une alerte de sécurité active avertissant d'une augmentation des enlèvements contre rançon à Delmas, l'usurpation d'identité des forces de l'ordre constituant la tactique principale.

La désignation de niveau 4 « Ne pas voyager » pour Haïti reste en vigueur sans modification dans le cycle de reporting actuel.

L'évaluation de terrain de l'OSAC corrobore l'avis de l'ambassade par un rapport institutionnel indépendant.

Le couloir de Delmas représente la zone à plus haute densité d'infrastructure opérationnelle des ONG et des entreprises dans la zone métropolitaine.

La convergence des rapports de l'ambassade, de l'OSAC et des incidents crée un tableau de menace triangulé couvrant la bande de Delmas au centre-ville de Port-au-Prince.

## **DÉCISIONS RECOMMANDÉES**

Réviser et mettre à jour immédiatement tous les protocoles de déplacement organisationnels pour le couloir de Delmas afin de prendre en compte la menace confirmée des faux barrages. Exiger un minimum de deux véhicules en convoi pour tous les déplacements dans la zone de

Delmas jusqu'à ce que le statut de l'alerte soit abaissé par l'ambassade.  
Établir des protocoles de communication directe avec la section sécurité de l'Ambassade américaine pour les mises à jour d'alertes en temps réel affectant les zones opérationnelles.  
Informé tout le personnel local et international sur la tactique d'usurpation d'identité des forces de l'ordre et établir des protocoles de vérification avant de se conformer à tout arrêt de véhicule.  
Procéder à une suspension de 72 heures des déplacements non critiques à Delmas dans l'attente d'une réévaluation interne des risques.



## CONFIANCE



**Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.**

### DÉVELOPPEMENT 3: GOUVERNANCE STATIQUE : AUCUN DÉCRET DU CPT NI CHANGEMENT AU CALENDRIER DU CEP DANS LA FENÊTRE DU 23-24 FÉVRIER

Le Conseil Présidentiel de Transition n'a produit aucun nouveau décret, conférence de presse ou communiqué officiel dans la fenêtre de reporting du 23-24 février. L'attention publique au sein du commentaire politique haïtien a continué de circuler autour des dynamiques de suivi post-Pacte National du 21 février, mais aucune communication gouvernementale faisant autorité sur la mise en oeuvre ou les prochaines étapes n'a été capturée dans le balayage de sources de ce cycle. Le mandat du CPT, qui court jusqu'au 7 février 2027, se poursuit sans modification confirmée ni contestation constitutionnelle dans les rapports actuels.

L'absence de production du CPT dans cette fenêtre est analytiquement notable compte tenu du contexte du Pacte National. L'accord du 21 février représentait un moment politique significatif, et le silence dans les jours suivant immédiatement suggère soit une consolidation interne et une délibération avant l'émission d'un décret formel, soit une incapacité à traduire le consensus politique en action institutionnelle au rythme requis. La distinction importe opérationnellement : le premier scénario suggère un bref délai avant une production gouvernementale ; le second suggère que la mise en oeuvre du Pacte rencontre des frictions structurelles.

Le calendrier électoral du CEP continue de circuler dans sa forme existante sans amendement confirmé. La référence permanente de HaitiLibre au lien de téléchargement du décret révisé et du calendrier électoral est restée active dans la fenêtre de reporting, indiquant qu'aucune suspension ou remplacement formel n'a été émis. L'absence d'annonce de report ne confirme pas l'état de préparation opérationnelle mais maintient l'horizon de planification existant pour les parties prenantes électorales.

La combinaison du silence gouvernemental et de la stase du calendrier électoral crée une fenêtre de 48 à 72 heures d'une importance analytique particulière. Si le CPT n'émet pas d'instruments de mise en oeuvre du Pacte National avant la fin de la semaine, le fossé entre l'accord politique et le suivi institutionnel deviendra une variable de crédibilité pour les partenaires internationaux qui surveillent la transition.



## CONTEXTE HISTORIQUE

Le CPT a opéré sous une fragilité institutionnelle persistante depuis sa formation en 2024, connaissant fréquemment des écarts entre les accords politiques et l'émission de décrets formels. Le schéma des accords de type Pacte National suivis d'une mise en oeuvre retardée s'est reproduit dans de multiples cadres transitionnels dans la période post-2004, les écarts de mise en oeuvre étant systématiquement exploités par des acteurs spoliateurs.

## POINTS DE DISCUSSION

Le CPT n'a émis aucun nouveau décret ni communication officielle dans la fenêtre de reporting du 23-24 février.

La mise en oeuvre du suivi post-Pacte National reste non confirmée sous forme institutionnelle.

Le calendrier électoral du CEP n'a pas été amendé ou suspendu dans le cycle actuel.

Le mandat du CPT court jusqu'au 7 février 2027, sans modification confirmée de cette échéance.

Une fenêtre de 48 à 72 heures sans instruments de mise en oeuvre du Pacte National constituera un signal de crédibilité pour les partenaires internationaux de surveillance.

## DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Surveiller les canaux officiels du CPT deux fois par jour jusqu'à fin février pour l'émission d'un décret de mise en oeuvre du Pacte National.

Informers les parties prenantes que l'absence d'amendement au calendrier du CEP ne confirme pas l'état de préparation opérationnelle électorale.

Ne pas ajuster les calendriers de planification sur la base du calendrier électoral jusqu'à ce que le CEP émette une évaluation formelle de l'état de préparation opérationnelle.

Signaler aux partenaires que le silence gouvernemental dans la fenêtre post-Pacte est en lui-même un point de données analytique nécessitant interprétation.

Préparer une analyse de contingence pour le scénario dans lequel aucun décret de mise en oeuvre n'est émis avant le 1er mars.



## CONFIANCE



**Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.**

**DÉVELOPPEMENT 4: L'ONI LANCE L'OPÉRATION KAT OU LA D'IDENTIFICATION POUR LES RÉSIDENTS DE GRESSIER**

L'Office National d'Identification a annoncé une nouvelle phase de distribution de cartes d'identification nationale ciblant les résidents de Gressier, à compter du 24 février 2026. L'opération, désignée sous le nom de Kat Ou La, est conduite depuis le bureau de l'ONI hébergé dans la mairie de Léogâne. Les résidents ayant des demandes de CIN en attente sont tenus de présenter leur récépissé d'enregistrement original et les justificatifs nécessaires pour récupérer leurs cartes. Aucun système de rendez-vous n'a été confirmé ; l'accès semble se faire sans rendez-vous sur présentation de documents.

La signification opérationnelle de cette initiative va au-delà de l'enregistrement civil de routine. Dans le contexte de la préparation électorale, l'extension de la distribution de cartes CIN à des zones municipales mal desservies comme Gressier affecte directement la base des électeurs éligibles. Gressier, situé dans le département de l'Ouest au sud-ouest de Port-au-Prince, comprend une population qui a historiquement fait face à des obstacles géographiques et administratifs à l'enregistrement civil. Le déploiement de l'ONI dans une mairie de Léogâne, plutôt que dans un bureau urbain dédié, reflète une approche de terrain cohérente avec les campagnes d'enregistrement civil pré-électorales.

L'intitulé Kat Ou La, une expression créole signifiant Votre Carte Est Là, traduit une stratégie de communication publique destinée à réduire la non-collecte passive parmi les demandeurs enregistrés qui n'ont pas réclamé leurs documents finalisés. Cette approche cible un écart spécifique dans les filières d'enregistrement civil haïtiennes : l'achèvement du processus administratif sans livraison physique de la carte au citoyen. En cas de succès, elle transforme les demandeurs enregistrés en citoyens pleinement documentés éligibles à la participation électorale.

Le calendrier de cette opération, lancée le 24 février alors que le calendrier électoral actuel est encore formellement actif, la place dans la phase d'infrastructure civique pré-électorale. Sa valeur analytique réside dans son rôle d'indicateur avancé de la préparation institutionnelle à la participation électorale plutôt que d'événement administratif isolé.



**CONTEXTE HISTORIQUE**

Le système d'enregistrement civil haïtien a subi des dommages institutionnels soutenus dus au séisme de 2010, à l'instabilité politique et aux lacunes chroniques de financement. L'ONI a mené des campagnes de distribution périodiques lors des périodes de transition précédentes, bien que la portée géographique vers les communes périphériques soit restée inégale. L'approche de communication de Kat Ou La reflète des campagnes de mobilisation civique similaires menées lors du cycle de préparation électorale 2010-2011.

### POINTS DE DISCUSSION

L'ONI a lancé l'opération de distribution de CIN Kat Ou La pour les résidents de Gressier à compter du 24 février, opérant depuis la mairie de Léogâne.

Les demandeurs doivent présenter leur récépissé d'enregistrement original et les justificatifs pour récupérer leurs cartes finalisées.

L'initiative cible un écart documenté dans la filière d'enregistrement civil : des cartes finalisées pas encore physiquement récupérées par les demandeurs enregistrés.

Le ciblage géographique de Gressier reflète une approche de terrain pour l'extension de l'enregistrement civil pré-électoral.

L'opération constitue un indicateur avancé de la préparation institutionnelle à la participation électorale plutôt qu'un événement administratif isolé.

### DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Suivre les données de prise en charge de l'opération Kat Ou La de l'ONI comme indicateur de substitution des progrès de l'enregistrement civil dans les communes périphériques du département de l'Ouest.

Intégrer la portée et l'étendue de la campagne de distribution des CIN dans les évaluations de préparation électorale pour les partenaires internationaux de surveillance.

Signaler l'opération aux parties prenantes liées à la diaspora qui s'intéressent au statut d'enregistrement des membres de leur famille à Gressier et dans les zones environnantes.

Demander à l'ONI des rapports sur les volumes de distribution pour évaluer si la campagne atteint une portée substantielle ou marginale.

Surveiller l'extension du modèle Kat Ou La à d'autres communes mal desservies comme signal d'une préparation pré-électorale s'élargissant.



### CONFIANCE



**Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.**

## À SURVEILLER

### PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Déclaration officielle de la PNH ou de la DICOP sur la fusillade du 23 février en centre-ville : le déclencheur est tout communiqué officiel confirmant ou niant l'implication d'officiers, l'identité des unités et le bilan des victimes ; la direction d'évolution va soit vers une infiltration confirmée, ce qui constituerait un indicateur de crise structurelle, soit vers une usurpation externe confirmée, ce qui maintient le cadre de menace existant à une intensité élevée ; le risque est que l'absence de communication officielle devienne elle-même une ambiguïté opérationnelle maintenant une posture de prudence maximale.

Mise à jour du statut de l'alerte de sécurité de l'Ambassade américaine : le déclencheur est tout nouvel avis de l'ambassade modifiant l'avertissement sur les enlèvements à Delmas ; la direction va soit vers une escalade avec des restrictions de zone spécifiques, soit vers un abaissement si les interdictions produisent une perturbation confirmée du réseau ; le risque est une paralysie de la planification opérationnelle si aucune mise à jour n'est émise et que les organisations doivent agir dans des conditions d'alerte non résolues.

### CETTE SEMAINE

Émission d'un décret du CPT sur la mise en oeuvre du Pacte National : le déclencheur est tout décret formel du CPT encodant l'accord du 21 février en instruments institutionnels ; la direction va soit vers une dynamique gouvernementale confirmée, soit vers un déficit de crédibilité qui sera signalé par le BINUH et les partenaires internationaux ; le risque est que l'absence d'instruments de mise en oeuvre avant la fin de la semaine signale que le Pacte relève davantage de l'affichage politique que d'un mécanisme de transition fonctionnel.

Confirmation ou modification du calendrier électoral du CEP : le déclencheur est toute communication formelle du CEP sur le statut du calendrier, l'état de préparation opérationnelle ou les délais de conformité des partis ; le risque est que la stase continue du calendrier dans le contexte des alertes de sécurité actives crée une incertitude de planification pour toutes les parties prenantes électorales.

### HORIZON STRATÉGIQUE

Perturbation ou expansion du réseau de kidnapping : la convergence des incidents de Delmas et du centre-ville de Port-au-Prince signale soit un réseau élargissant son empreinte géographique, soit des cellules multiples répliquant une tactique éprouvée ; si les interdictions ne perturbent pas la couche de commandement et de logistique de ces opérations dans les deux à trois prochaines semaines, le modèle des faux barrages se propagera vraisemblablement à d'autres couloirs de transit, notamment les axes RN1 et RN2, ce qui constituerait une escalade qualitative du risque

opérationnel pour la communauté humanitaire et commerciale.

## SOURCES PRIMAIRES

AP via Africanews -- Fusillade de kidnapping par usurpation d'identité policière dans le centre-ville de Port-au-Prince, 23 février 2026.

USA Today -- Avertissement du Département d'État américain sur les enlèvements en Haïti, 19 février 2026.

<https://www.usatoday.com/story/travel/2026/02/19/kidnappings-haiti-state-department/88766370007/>

Ambassade américaine en Haïti -- Alerte de sécurité sur les enlèvements contre rançon à

Delmas. <https://ht.usembassy.gov/security-alert-u-s-embassy-haiti/>

Département d'État américain -- Avis aux voyageurs pour Haïti niveau 4.

<https://travel.state.gov/content/travel/en/traveladvisories/traveladvisories/haiti-travel-advisory.html>

OSAC -- Rapport de sécurité sur Haïti.

<https://www.osac.gov/Content/Report/48bee788-0714-4b65-8523-1d59d967d4b6>

Fox News -- Avertissement sur les faux policiers procédant à des enlèvements en Haïti.

<https://www.foxnews.com/politics/fake-police-officers-kidnapping-americans-haiti-sparks-renewed-strong-travel-v>

VantBefInfo -- Opération Kat Ou La de distribution de CIN de l'ONI à Gressier, 24 février 2026.

<https://vantbefinfo.com/gressier-loni-lance-une-nouvelle-phase-de-distribution-des-cartes-didentification-national>

Site officiel de l'ONI -- Procédures de réimpression et de distribution des CIN. <https://oni.gouv.ht>

HaitiLibre -- Couverture générale de l'actualité haïtienne, référence permanente du calendrier électoral, 23-24 février. <https://www.haitilibre.com/en/>

Human Rights Watch -- Les groupes criminels en Haïti trafiquent des enfants dans un contexte d'effondrement de l'État, 20 février 2026.

<https://www.hrw.org/news/2026/02/20/haiti-criminal-groups-trafficking-children-amid-state-collapse>

BINUH -- La traite d'enfants par les gangs met en péril l'avenir d'Haïti.

<https://binuh.unmissions.org/en/communiques-de-presse/la-traite-denfants-par-les-gangs-met-en-peril-lavenir-dh>

Crisis Group -- Défaire l'alliance mortelle des gangs en Haïti, Rapport 110.

<https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/haiti/110-undoing-haitis-deadly-gang-alliance>